

# SANS PAPIERS

*en lutte>>>coordination nationale*

25, rue François Miron, 75004, Paris - fax : 01.44.61.09.35 - e-mail : [coordonatsanspap@wanadoo.fr](mailto:coordonatsanspap@wanadoo.fr)

## **Loi Besson : HONTE AU RACISME ET A LA XENOPHOBIE DE L'ETAT FRANÇAIS**

Sarko1, Sarko2, Hortefeux1, Hortefeux2, voilà Besson1 et à quand avant 2012 Besson2. Chaque révision de l'ordonnance de 1945 a pour objet satisfaire un certain électorat dont le pays berceau des droits de l'homme devrait avoir honte. Mais rien y fait depuis que la droite UMP a découvert qu'elle pouvait par imitation capter l'électorat lepéniste.

La nouvelle loi Besson, cinquième en 7 ans, est particulièrement dure, car elle donne un fondement légal à une politique de chasse à l'humain sans papiers largement pratiquée depuis 2007 au nom de 'l'immigration choisie' : - durée de rétention passant de 32 à 45 jours – la saisine du juge passe de 2 à 5 jours pour faciliter les expulsions – les pouvoirs du juge des libertés et du juge administratif sont restreints face au pouvoir politique – l'interdiction de 'retour' temporaire ou définitif pour simple maintien sur le territoire Français d'un expulsé devient possible – les rescapés qui échouent sur le territoire Français peuvent dorénavant être détenus en CRA - en plus du concept insultant de « mariage blanc » voilà le « mariage gris » sanctionné de 7 ans de prison et 30.000 euros d'amende qui infantilise le ou la Français(e) et suspecte tout mariage avec un(e) étranger(e) – l'aggravation de la double peine (peine de prison et expulsion du territoire) est étendue à la mendicité dite agressive – « il y a plus de médecins Béninois à Paris qu'au Bénin » avait déclaré M. Sarkozy, voilà Besson qui organise le pillage des « cerveaux Africains » au nom de l'immigration « choisie » - création du statut de sous-Français, ceux qui le sont devenus depuis 10 ans qui peuvent perdre la nationalité suite à un délit commis contre 'une personne dépositaire de l'autorité publique' à croire qu'il y aurait une certaine 'normalité' que les Français plus anciens puissent le faire-

Ainsi ces mesures xénophobes légalisant le racisme d'Etat à la Française prolongent la construction d'un ennemi intérieur sans papiers, immigrés Arabes, kabyles, noirs, asiatiques, musulmans, bouddhistes, auxquels il faut ajouter maintenant les Rroms/Gitans/Tziganes/Gens du voyage.

Ainsi sont piétinées les valeurs démocratiques et Républicaines conquises par des décennies de luttes Français-Immigrés-étrangers afin de démocratiser la République bourgeoise née en 1789/93 en la renversant des entrailles de l'autocratie féodale et des privilèges de la noblesse aristocratique.

La boue nauséabonde d'un pouvoir de la droite décadente réduite à singer des aspects du programme du fascisme Lepéniste sert à détourner les travailleurs de différentes origines, cultures avec sous sans religion des attaques contre les acquis sociaux du peuple gagnés de haute lutte par les générations précédentes qui forment la nation Française dans son évolution.

Le racisme d'Etat c'est le poison pour nous diviser et nous faire payer la crise du système patronal, voilà pourquoi en plus du droit de vote de l'immigration comme antidote à la drague sans limite à l'électorat Lepéniste, il faut que nous nous unissons – CSP, syndicats, associations et forces Républicaines et progressistes pour exiger le respect des revendications suivantes : La défense du Droit d'Asile, notamment la situation dans les pays d'origine des déboutés du droit d'asile.

1. L'insertion, la solidarité, la citoyenneté et la durée de présence
2. La vie privée et familiale
3. Le travail, la promesse d'embauche et le projet professionnel

4. Les sans papiers victimes de licenciements
5. La maladie, les études et les raisons humanitaires
6. La remise d'un document permettant aux personnes dont les dossiers sont en cours d'instruction de circuler.

Voilà comment on peut vaincre la stratégie de la « guerre de civilisation » que les tenants d'une « identité nationale blanche et chrétienne » raciste qu'ils n'osent pas avouer tentent d'imposer la nation multicolore, multiculturelle et multi-religieuse et laïque qu'est devenue la France de par l'évolution de son peuplement au XXème siècle.

La CNSP appelle à une mobilisation multiforme le samedi 16 octobre prochain pour dire NON à la loi Besson indigne de la France que nous aimons.

Fait à Paris le 05/10/10